



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2417>

Judith Fouillard : Intervention générale

- FSU - CDFN - CDFN 2017-2018 - CDFN Septembre 2017 -



Description :

Intervention générale au nom de l'EE pour les débats du CDFN de septembre 2017

L'École Émancipée

La rentrée sociale est bien là en ce mois de septembre. Et il n'y a pas de doutes sur la nécessité de combattre ce gouvernement, d'aller à l'affrontement avec lui.

Il faut lui reconnaître qu'il a donné tous les éléments pour ça tout au long de l'été...

Avec notamment la poursuite de la chasse aux migrants et la condamnation pour délit de solidarité des aidants, avec la décision de diminuer les APL ou la volonté de supprimer les contrats aidés, ...

Et il continue de plus belle avec l'état d'urgence et l'inscription des mesures d'exception dans le droit commun, ce qui signifie une atteinte supplémentaire aux libertés individuelles.

Mon intervention va plutôt porter sur la loi travail, sur les attaques contre les fonctionnaires et sur les ripostes qui se mettent en place.

La loi travail d'abord. Certes, c'est un sujet qui peut parfois paraître loin des préoccupations de nos collègues respectifs, la thématique semblant réservée aux seul-es salarié-es du privé si on prend les choses de façon superficielle.

On sait bien que ce n'est pas le cas, que bien souvent, les mesures prises dans un mauvais sens pour les uns trouvent une adaptation tout aussi néfaste chez les autres. Pas besoin d'aller bien loin. Il suffit de regarder ce qui va se passer au niveau des CHS-CT. Et qui peut croire qu'une fois que Macron aura détruit les droits des salarié-es du privé, il ne s'en prendra pas ensuite au statut des fonctionnaires ? Des annonces ont déjà été faites en ce sens.

On peut se dire qu'on a eu une difficulté à avoir un positionnement clair de la fédération concernant l'appel au 12 septembre. On a quelque peu tardé.

- Oui, la situation ne semblait pas évidente avec l'appel unilatéral de la CGT et pas de réunion de l'intersyndicale nationale comme lors de la précédente mobilisation.
- Oui, on sait que la mobilisation et la grève sont faibles dans notre champ. Elles sont pour autant totalement légitimes.

Et au final, les modalités trouvées pour appeler ont permis à chacun/chacune de trouver sa place. On ne pouvait pas faire moins. Les SD et certains SN n'avaient d'ailleurs pas attendu pour décliner des appels au niveau local, retrouvant bien souvent les conditions de l'intersyndicale de 2016 avec également FO. Avec des appels à la grève : c'est quand même le meilleur moyen de faire que nos collègues soient dans les manifestations avec les autres salarié-es.

Alors, cette même question s'est à nouveau posée pour le 21 et il est heureux que nous ayons acté un nouvel appel avant même ce CDFN. Parce que ce combat est essentiel.

Comme l'est tout autant celui pour la défense de la fonction publique et des services publics.

Le rôle de la FSU a été primordial dans la réussite de l'appel au 10 octobre. Ce CDFN doit nous donner l'opportunité de renforcer cet appel, en l'éclaircissant. De **renforcer l'engagement qui est le notre sur cette question en développant un appel ferme à la grève** et aux manifestations ce jour-là, un appel de la fédération plus clair et plus offensif que ce à quoi nous sommes arrivés dans l'appel commun. **Et en réfléchissant d'ores et déjà aux suites. Parce qu'il faudra une suite, des suites au 10 octobre, comme il en faudra sur la loi travail.**

Il y a donc des appels différents et dans le même temps, la nécessité de montrer la cohérence des attaques entre privé et public :

- parce qu'il ne faut pas opposer les mobilisations.
- parce qu'il y a nécessité à articuler les luttes entre les diverses attaques

Car il faut analyser les attaques contre la FP comme faisant partie d'un tout, d'une politique libérale globale qui touche aussi les salarié-es du privé. **Les luttes doivent donc s'articuler car elles se nourrissent entre elles.** Et les Organisations Syndicales ont une responsabilité à ce niveau-là pour en construire la complémentarité.

A ce sujet, il va nous falloir suivre avec l'attention l'appel au blocage des routiers à partir de lundi prochain, voir comment cela va évoluer et si cela peut avoir un effet boule de neige sur d'autres secteurs.

On sait que pour gagner face à ce gouvernement, pour obtenir satisfactions sur nos revendications légitimes, nous devons aller au-delà du 21 septembre ou du 10 octobre.

L'union des forces syndicales, celles du syndicalisme de lutte et de transformation sociale et les autres si elles sont prêtes à la bagarre, sera essentielle pour défendre le modèle social de notre pays. Avec l'apport de tous les acteurs et actrices du mouvement social qui s'engageront en ce sens.

Parce qu'il y a urgence à bloquer ce gouvernement qui utilise la méthode du rouleau compresseur pour faire passer ses projets anti-sociaux. Bons nombres sont déjà annoncés comme l'augmentation de la CSG qui à terme amènera à une réforme de l'assurance chômage, une énième réforme des retraites pleine de dangers, une remise en cause généralisée de la protection sociale.

Au-delà de la nécessité de réussir les mobilisations à venir - je pense que nous y arriverons au vu des retours qu'on peut avoir dans nos différents secteurs - **les organisations syndicales, dont la FSU, auront donc dans un futur proche** - et ce futur c'est bientôt, c'est demain - **la responsabilité de ne pas laisser retomber le soufflé de la mobilisation, de l'entretenir pour gagner. La FSU doit être de cet engagement. Plus offensive qu'elle ne l'a pas été jusqu'à présent.** On le voit, même du côté de FO ou de la CFDT, ça bouge.

Il faut pouvoir réunir une rencontre officielle de l'intersyndicale qui traite à la fois des problématiques des salarié-es du privé comme celles de la fonction publique. Il faudrait qu'on puisse sortir de ce CDFN avec un appel en ce sens.